

OM "MLD" lance la nouvelle saison

L'actuelle propriétaire du club olympien était présente hier matin au stade Vélodrome, lors de la conférence de presse d'avant-saison. L'occasion pour le staff d'annoncer le retour de Florian Thauvin dans l'effectif. *Pages Sports*



la Marseillaise

www.lamarseillaise.fr

Pas de privilégiés à la Belle de Mai



Coupures d'eau, absence de transports suffisants ou de bibliothèque font partie du quotidien dans le quartier.

PHOTO ARCHIVES RT

MARSEILLE

Associations et citoyens ont commémoré le 4 août 1789, nuit de l'abolition des privilèges lors de la Révolution française, par une fête populaire. Dans un quartier particulièrement délaissé, ils pointent les nouveaux « privilégiés », ceux de la finance ou qui défendent la loi travail.

Page 3

AIX

L'école du Jas de Bouffan est devenue un dépotoir



PHOTO

Gravats, chariot de supermarché et autres canettes de bières jonchent le chemin de l'école durant la période estivale. Le ménage devrait être fait... Juste avant la rentrée.

Page 4

JEUX OLYMPIQUES

L'heure de la grande parade



PHOTO AFP

La XXXIe Olympiade de l'ère moderne débute cette nuit (1h heure française) à Rio de Janeiro par la traditionnelle cérémonie d'ouverture.

Pages Sports



BOUCHES-DU-RHÔNE



La soirée se voulait festive parce que l'espoir naît de la revendication, quand bien même serait-elle précédée de revendications centenaires... CRÉDIT PHOTONF

La nuit de l'abolition des privilèges en fanfare

Revendicatif

Le 4 août 1789 les députés de l'assemblée nationale constituante proclamaient l'abolition des privilèges.

A l'initiative d'Attac, des associations, mouvements et syndicats fêtaient hier l'événement à la Belle de Mai.

Que pense Nuit Debout Marseille de la nuit du 4 août 1789 transposée au 21^e siècle? Ernesto n'hésite pas. Ce soir, « c'est une remémoration, dit-il, dans le sens où l'abolition des privilèges est toujours d'actualité. La crise économique, la guerre permanente et la crise écologique... On a un devoir de responsabilité dans l'action et elle porte un espoir ». Et notamment affirmer « collectivement notre droit à l'existence. C'est un projet positif. On a confiance en notre capacité à arrêter la catastrophe mais aussi à créer les bases d'un monde meilleur ».

L'allée du Comptoir de la Victoire était pavée (elle l'est !) de bonnes et belles intentions hier pour une soirée en fanfare et revendications sous les auspices du groupe Bâbord Swing, d'une troupe de danse (sabar) sénégalaise, le tout clôturé par un grand bal animé par les musiciens de Wonderbrass. Au départ le lieu visait la Place Caffo mais l'État d'urgence est passé par la mairie centrale qui après négocia-

tiations, a permis d'opter sur un plan B. Le camion rose-parme du syndicat Solidaires avait pris position, et dessus deux membres de Bâbord Swing, Bernard Allain, guitare et chant, avec Michel Couteault aux percussions. Le collectif a déroulé le tapis vert - prêté par le Comptoir - pour sa quête vers in fine une réelle redistribution des richesses. « Ils ne sont pas abolis, et mêmes, de nouveaux privilèges bénéficient de nouveaux privilèges », affirment en chœur les musiciens bien connus dans le réseau. Avec une interpellation sur l'argent bien sûr mais aussi la culture. « Je suis frappé par la culture de classe. Au théâtre, les gens du peuple n'y vont pas. Le prix, mais aussi par manque d'empathie culturelle ». Cet ancien prof à Diderot a l'impression « que des quartiers sont délaissés sur le plan culturel, qu'il y a un enfermement dans des ghettos culturels aussi car les publics ne se mélangent pas ». La fête participe à ce désir d'investir la citoyenneté. Marianne Guzzardi, membre d'Attac conteste cette « nouvelle aristocra-

tie de la finance qui arrive à se dispenser de l'impôt ». Il « faut lutter », faire « changer la législation en particulier empêcher le dumping fiscal auquel se livrent les États entre-eux ». Elle se dit ulcérée par le constat que la dette de la France serait réduite à zéro, « en capacité de financer le système de protection sociale », si « le système d'évasion fiscale » était anéanti.

Toujours la fiscalité

Pas moins de 100 portions de couscous, préparé par Fathia et 100 d'oreillettes attendent les habitants. Aux manettes, outre Bernard Mounier (Attac) et Maurice Attia (MNLE), Jacques Stambouli, « militant de base » à Attac et en poste « aux usagers des transports ». Pour lui c'est simple comme un slogan : « A bas les privilèges et les privilégiés ». Il pense à la finance forcément, mais aussi « aux gens qui laissent les familles modestes vivre dans des conditions difficiles ». Parmi les organisateurs, tout le monde représente un secteur; l'eau, le transport, l'environnement, la ci-

toyenneté etc. Lucien Frau, président du mouvement national pour l'environnement estime « qu'on n'arrivera pas à résoudre les problèmes environnement, climatiques, ou des sols, sans la réappropriation par les gens de leurs lieux de vie ». L'essentiel étant plus large : « la défense de l'environnement c'est aussi l'humain, qui lui ne peut se départir du social ». Le syndicat Solidaires s'inscrit « contre l'arbitraire patronal » qui sort renforcé par la loi El Khomry. Il nomme l'insupportable : « les privilèges accordés aux puissances financières et industrielles qui bafouent les lois sur la fiscalité ». Et n'oublie pas « la restauration de privilèges à l'instar des puissances féodales qui mettaient en coupe réglée l'État royal » comme « les PPP - partenariats publics-privés », « l'impunité judiciaire ». Inexorablement fait le constat « d'une démocratie qui s'arrête au seuil de l'entreprise ». Forcément puisqu'elle est malmenée dans l'hémicycle...

Nathalie Fredon

nfredon@lamarseillaise.fr

CASSIS

La Ville indignée par le reportage d'envoyé spécial

« Non, à Cassis on ne se baigne pas dans les excréments. » L'intitulé de la déclaration de Danielle Milon, maire (LR) de Cassis, au lendemain de la diffusion d'un reportage de l'émission de France 2 « Envoyé spécial » donne le ton. « La campagne de dénigrement [qui] tente de jeter le discrédit sur la qualité de nos eaux de baignade » se poursuit. « Dernier avatar », selon la Ville, le reportage diffusé par France 2 jeudi dernier. « Les responsables de cette émission auraient décidé, au prix d'affirmations farfelues, de tuer l'économie du village et de mettre un bon nombre de ses habitants au chômage ou sur la paille, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. »

226 analyses de la qualité de l'eau en un an

Et de reprendre l'argumentation sur le fond : « Les journalistes ont-ils procédé à des analyses des rejets qu'ils dénoncent pour s'assurer qu'ils contenaient des excréments ? Non, comme par hasard, sinon ils auraient pu constater que ce n'est pas le cas (...). Ont-ils contacté la Métropole en charge de la station d'épuration ou son exploitant ? Non, évidemment, cela aurait considérablement affaibli la crédibilité des propos de ce "courageux apnéiste" dont les reporters se sont dispensés de vérifier l'exactitude des dires. » Et, au final, ces derniers « ont filmé une banalité : le rejet en mer des eaux épurées d'une station de traitement des eaux usées, qui ne contient évidemment aucun excrément » et de stipuler que « les reporters et France 2 ont ignoré purement et simplement les informations parfaitement vérifiables fournies par la Ville » : les résultats des dizaines de contrôles de la qualité de l'eau - 226 en un an - effectués par l'agence régionale de santé, la Surfrider foundation, et la commune...

En conclusion, Danielle Milon est « consternée » et tient à rappeler qu'elle « se réserve le droit, en tant que maire attentive au bien être de notre village, de poursuivre en justice tous ceux dont les mensonges auront préjudicié aux intérêts de Cassis ».

S.F.



La Ville dénonce « une campagne de dénigrement » en pleine période estivale. PHOTO S.F.

REPÈRE

Nuit du 4 août 1789

Elle a commencé à 6 heures du soir et se prolongea jusqu'à 2 heures. Les députés inquiétés par la panique de juillet votent l'abolition de privilèges féodaux dont les juridictions seigneuriales. (Larousse)

Aides

« On nous dit qu'il faut baisser les cotisations sociales. Mais on exonère les grands patrons et on donne des aides directes, comme on a aidé les banques qui avaient spéculé ». C. Garnier, syndicat Solidaires.

Environnement

« Le MNLR ce n'est pas seulement la défense de l'environnement, c'est aussi l'environnement humain qui ne peut se départir du social, c'est la particularité du mouvement ». Lucien Frau, président du MNLE13